

AVANT-PROPOS

La dernière revue des relations extérieures du Canada remonte à quinze ans. Depuis, le paysage s'est profondément transformé, tant au pays qu'à l'étranger. Avec l'élection d'un nouveau gouvernement doté d'un solide mandat de renouveau et de changement, le moment est venu de nous pencher à nouveau sur nos relations avec le reste du monde.

Le présent document a pour but d'aider le Parlement dans l'examen public des orientations futures des relations extérieures du Canada qu'il s'appête à entreprendre. Il ne constitue donc pas une revue de politique étrangère au sens classique. Il ne présente pas une analyse complète de toutes les questions de politique extérieure ni de toute la gamme de nos relations, si importantes soient-elles. Il ne dresse pas non plus l'inventaire des facteurs historiques, culturels, linguistiques et autres qui influent sur nos politiques. Plutôt, il s'attache à étudier le milieu international et son influence sur notre prospérité et notre sécurité, ainsi que les réactions que nous commande ce phénomène. Il souligne que les questions économiques jouent un rôle de plus en plus important dans nos relations extérieures. Il reconnaît également que les Canadiens ont à cœur de prévenir la guerre et de promouvoir la paix. En bref, il vise à illustrer les importants changements qui sont intervenus dans le monde et à soulever certaines grandes questions sur lesquelles il nous faut nous pencher aujourd'hui. Il ne cherche ni à dicter des réponses ni à proposer des choix particuliers. Cette étape viendra plus tard.

Le gouvernement espère que la revue parlementaire de nos relations extérieures comportera un examen fouillé des secteurs où d'importantes décisions attendent le Canada. Tout, cependant, n'est pas remis en cause. Le Canada est une société démocratique, et le gouvernement est résolu à défendre nos valeurs; d'où notre appartenance à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et notre collaboration avec les États-Unis à la défense de l'Amérique du Nord. Nous entendons jouer un rôle actif et constructif dans la gestion des affaires internationales, dans le cadre du Sommet économique comme au sein de l'Organisation des Nations unies et de sa famille d'institutions économiques et sociales, du Commonwealth, de la Francophonie et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Nous entendons faire plus que notre part pour préserver la paix et concrétiser le contrôle des armements, tout particulièrement des armes nucléaires. Nous sommes également déterminés à participer pleinement aux efforts faits pour soulager la misère et la faim des moins favorisés de la planète et pour éliminer les violations des droits de l'homme qui

privent nos semblables de la liberté et de la dignité auxquelles tous ont droit.

Le monde respecte notre objectivité aussi bien que notre vocation d'engagement constructif. À San Francisco, nous avons participé à la création des Nations unies. Nous étions à Bretton Woods au moment de la conception du système monétaire de l'après-guerre. Nous étions aussi à La Havane et à Genève quand le système commercial international a été mis sur pied. Et nous nous sommes employés depuis à améliorer l'ordre international — Lester Pearson et le maintien de la paix, Howard Green et le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, Paul Martin et l'adhésion de nouveaux États indépendants aux Nations unies, Pierre Trudeau et la coopération entre le Nord et le Sud, et entre l'Est et l'Ouest. Le nouveau gouvernement entend bâtir sur cette tradition.

Mais il n'est pas possible de tout faire. Nos ressources ne nous permettent pas de faire tout ce que nous voudrions faire sur la scène internationale. En fait, la réduction du déficit budgétaire pourra nous commander de restreindre davantage encore certaines de nos activités dans le monde. Il va nous falloir établir des priorités et faire des choix difficiles.

Il se peut fort bien que le gouvernement souhaite agir dans certains dossiers, peut-être même avant que le Comité parlementaire n'ait achevé ses travaux. Il y aura notamment les questions commerciales qui découlent des discussions autour du document de travail intitulé *Comment maintenir et renforcer notre accès aux marchés extérieurs*, déjà diffusé par mon collègue, l'honorable James F. Kelleher, ministre du Commerce extérieur, et le document diffusé par M. Kelleher et le ministre des Finances, l'honorable Michael Wilson, sur le «Financement des exportations». Le monde ne nous attendra pas. Mais cet examen n'en sera pas moins d'une aide inestimable pour façonner la politique du gouvernement.

J'exhorte tous les Canadiens qui s'intéressent à l'avenir de leur pays et à la contribution que le Canada peut apporter à l'édification d'un monde plus sûr, plus prospère et plus humain à participer aux audiences qui se tiendront aux quatre coins du pays et à faire connaître leurs vues.

Le très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures

